 <p>MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PÊCHE</p>	<p>DIRECTION DES POLITIQUES ECONOMIQUE ET INTERNATIONALE Sous-Direction de l'Elevage et des Produits animaux Bureau du Lait et des Industries laitières Bureau des Bovins et des Ovins Adresse : 3, rue Barbet de Jouy - 75349 PARIS 07 SP Suivi par : Isabelle NUTI Monique DEHAUDT Tél : 01 49 55 46 11 et 46 15 Fax : 01 49 55 49 25 et 80 26</p>	<p>DIRECTION DES EXPLOITATIONS, DE LA POLITIQUE SOCIALE ET DE L'EMPLOI Sous-Direction des Exploitations agricoles Bureau des Structures Agricoles Adresse : 78, rue de Varenne - 75349 PARIS 07 SP Suivi par : Edith DU PLESSIS Tél : 01 49 55 57 50 Fax : 01 49 55 47 70</p>
--	---	--


CIRCULAIRE
DPEI/SPM/SDEPA/C2001-4052
DEPSE/SDEA/C2001-7040
Date : 08 NOVEMBRE 2001

Date de mise en application : immédiate

Le Ministre de l'agriculture et de la pêche

A

Mesdames et Messieurs
Les Préfets de Département

 Nombre d'annexes : 3

Objet :

Mise en œuvre d'un dispositif d'échanges de droits à prime (PMTVA, PCO) et droits à produire (quotas laitiers) entre des producteurs mixtes ou déjà spécialisés, au titre de l'année 2002 (pour les droits à primes) et au titre de la campagne 2002-2003 (pour les quantités de référence laitières).

Bases juridiques :

Règlement (CE) n° 2467/98 du Conseil du 3 novembre 1998 portant organisation commune des marchés dans le secteur des viandes ovine et caprine.

Règlement (CE) N°1254/1999 du Conseil du 17 mai 1999 portant organisation commune de marché dans le secteur de la viande bovine.

Règlement (CE) N°1255/1999 du Conseil du 17 mai 1999 portant organisation commune de marché dans le secteur du lait et des produits laitiers.

Résumé :

Cette circulaire reconduit la procédure en faveur des producteurs mixtes mise en œuvre au titre de la campagne 2001 par la circulaire DPEI/SPM/C2000 n°4044 26 octobre 2000. Par ailleurs, elle ouvre, sous conditions, le dispositif d'échanges à des producteurs déjà spécialisés mais souhaitant se reconvertir dans une autre production, tout en abandonnant totalement la production dans laquelle ils étaient spécialisés. Quelques changements interviennent également dans la gestion des droits à prime (droits gratuits PMTVA et PCO).

Les parties de texte nouvelles ou modifiées par rapport à la circulaire antérieure sont mises en évidence sur fond grisé.

Mots-clés :

Echanges, droits à prime, droits à produire, spécialisation, producteurs mixtes, allaitantes, lait, reconversion

Plan de Diffusion	
<p>Pour exécution :</p> <ul style="list-style-type: none">- Mmes et MM. les Préfets de département- Mmes et MM. les directeurs départementaux de l'agriculture et de la forêt- M. le directeur de l'OFIVAL- Mme la directrice de l'ONILAIT- M. le directeur du CNASEA	<p>Pour information :</p> <ul style="list-style-type: none">- Mmes et MM. les Préfets de région- MM. les DRAF- Administration centrale

SOMMAIRE

<u>PREFACE</u>	4
<u>Première partie : fondements et principes du dispositif</u>	5
A/ Principes	5
B/ Fondements	6
a/ <i>En matière de lait de vache</i>	6
b/ <i>En matière de droits à prime</i>	6
<u>Deuxième partie : conditions d'accès à la procédure</u>	6
A/ Pour les producteurs mixtes	6
B/ Pour les producteurs déjà spécialisés mais souhaitant se reconvertir	7
C/ Conditions relatives aux producteurs de lait de vache	7
D/ Conditions relatives aux détenteurs de droits à prime PMTVA ou PCO	7
<u>Troisième partie : principales règles de gestion</u>	8
A/ Modalités de cession des droits à produire ou à prime	8
B/ Gestion des réserves et règles d'attribution	8
<u>Quatrième partie : examens des demandes</u>	9
A/ Cas des producteurs souhaitant abandonner la production de lait de vache	9
B/ Cas des producteurs souhaitant renoncer à leurs droits PCO ou PMTVA	11
<u>Cinquième partie : bilan annuel</u>	12
Annexe 1 : Engagement de cessation d'activité laitière	14
Annexe 2 : Engagement de renonciation à l'utilisation des droits à prime PMTVA ou PCO	15
Annexe 3: Questionnaire sur la procédure de spécialisation ou de changement de spécialisation (PMTVA, PCO, quotas laitier)	16

PREFACE

Cette circulaire reconduit la procédure d'échanges de droits en faveur des producteurs mixtes telle que mise en œuvre au titre de la campagne 2001 par la circulaire DPEI/SPM/C2000 n°4044 du 26 octobre 2000. En outre, elle ouvre, sous conditions, le dispositif d'échanges à des producteurs déjà spécialisés mais souhaitant se reconvertir dans une autre production, tout en abandonnant totalement la production dans laquelle ils étaient spécialisés.

Quelques changements interviennent également dans la gestion des droits à prime (droits gratuits PMTVA et PCO).

La procédure a, exclusivement, effet sur la campagne qui s'ouvre, soit, pour les demandeurs de quotas le 1er avril 2002 et pour les demandeurs de primes au maintien du troupeau de vaches allaitantes (PMTVA) et de primes compensatrices ovines (PCO), le 1er janvier 2002. Aucun engagement ne pourra être pris au-delà de cette période.

Les modifications par rapport au dispositif 2000 portent sur :

- l'ouverture du dispositif, dans certains cas particuliers, aux producteurs déjà spécialisés mais qui souhaitent se reconvertir dans une autre production : abandon de la spécialisation lait de vache pour se reconvertir dans l'élevage allaitant ou abandon de la spécialisation vache allaitante pour se reconvertir en production laitière. Des priorités sont à mettre en œuvre pour ce type de demandes, au niveau des CDOA.

- l'ouverture du dispositif, sous certaines conditions, aux producteurs qui ont reçu des droits PCO ou PMTVA gratuits de la réserve nationale dans les trois années précédant la demande (autorisé par les services de la Commission le 29 octobre 2001 en réponse à une question des autorités françaises).

I. Fondements et principes du dispositif

A/ Principes

Cette procédure a pour but de conforter dans une des productions, des exploitants agricoles simultanément titulaires d'une référence laitière et de droits à prime au maintien du troupeau de vaches allaitantes ainsi que des producteurs simultanément titulaires d'une référence laitière et de droits à prime compensatrice ovine.

Pour 2002, cette procédure est étendue aux exploitants agricoles désirant se reconverter totalement dans l'une des deux productions : abandon de la production laitière pour l'élevage de bovins allaitants ou abandon de l'élevage allaitant pour la production laitière. Cependant, dans le traitement des dossiers, priorité sera donnée à la première catégorie d'éleveurs (les producteurs mixtes).

Les principes directeurs de cette procédure sont les suivants :

1/ la procédure conduit à conforter des éleveurs dans la production de leur choix ; elle constitue également un instrument de restructuration de la production (viandes bovine, lait de brebis, lait de vache) ;

2/ la procédure concerne la totalité de la production que l'éleveur ne souhaite pas poursuivre (abandon total de la production non retenue pour l'avenir). Par construction, les échanges partiels sont exclus ;

3/ la procédure doit s'inscrire dans chacune des trois réglementations existantes (bovine, ovine et laitière), notamment communautaires, sans qu'il y soit apporté de dérogations ;

4/ la procédure doit impérativement se réaliser au travers des réserves départementales et non selon un accord de gré à gré entre producteurs ;

5/ les quantités demandées et échangées doivent s'équilibrer, en volume, au sein de chacune des réserves concernées, compte tenu des équivalences retenues entre les différentes productions prévues par le Projet Agricole Départemental ;

6/ la procédure relève de l'échelon déconcentré. Le niveau du département est le plus adapté pour assurer l'efficacité de la procédure.

A défaut de représentants des productions laitières (lait de vache, lait de brebis) et/ou de la production de viande bovine au sein de la Commission départementale d'orientation de l'agriculture (CDOA), les directeurs départementaux de l'agriculture et de la forêt admettront la présence, à titre d'expert, d'un représentant de ces professions conformément à l'article R 313-7 du code rural.

L'attention des directeurs départementaux de l'agriculture et de la forêt est appelée sur le fait que la mise en œuvre de la procédure ne doit pas avoir pour effet d'affecter l'équilibre, notamment géographique, des productions au sein des départements.

Par ailleurs, cette procédure doit être mise en œuvre avec discernement, compte tenu des modifications structurelles et économiques auxquelles elle peut conduire.

En outre, il est rappelé avec insistance que le principe de l'étanchéité des réserves doit être respecté.

B/ Fondement

a/ En matière de lait de vache

Techniquement, le dispositif repose sur le principe de détachement de la quantité de référence laitière du foncier.

Ce détachement est rendu possible par la renonciation expresse, irrévocable et éclairée du producteur à la quantité de référence dont il dispose : ce détachement avec effet immédiat est autorisé, ainsi que les services de la Commission européenne l'ont indiqué officiellement le 24 août 1998 en réponse à une question des autorités françaises.

Une fois la quantité détachée, le quota est affecté à la réserve nationale. Il s'agit de l'application du droit commun de la réglementation sur les quantités de référence laitières.

La redistribution des quantités mises en réserve prend effet le 1er avril 2002. Elle suit le droit commun de la redistribution. La liste des producteurs établie par le préfet, après avis de la Commission départementale d'orientation de l'agriculture, est adressée à l'ONILAIT.

b/ En matière de droits à prime PMTVA ou PCO

La procédure de spécialisation ne concerne que les droits à prime détenus à titre définitif ou gratuit (dans certains cas justifiés). Elle ne concerne pas les droits détenus à titre temporaire.

Lors de la mise en place des droits à prime bovine et ovine, la France a fait le choix d'une gestion administrée.

Il en résulte qu'aucun transfert de droits à prime ne peut se faire directement de gré à gré entre les producteurs. Tout transfert de droits doit ainsi s'effectuer par l'intermédiaire de la réserve.

Par conséquent, les droits à prime cédés sont transférés à la réserve et sont ensuite attribués selon la procédure normale, prévue par le décret 93-1260 du 24 novembre 1993.

II. Conditions d'accès à la procédure

Les producteurs demandeurs doivent respecter certaines conditions afin que leurs demandes soient recevables.

A/ Pour les producteurs mixtes

a. Sur la notion de mixité : la mixité se caractérise par la détention simultanée de quotas laitiers et de droits à primes PMTVA à titre définitif ou de quotas laitiers et de droits à prime PCO à titre définitif, que le producteur utilise, ou non, pour lui-même ses droits à prime.

b. L'exploitation a dû mettre en valeur chacune des productions concernées au titre de la campagne 2001 (PMTVA et PCO) et 2001/2002 (lait).

c. Seuls les producteurs qui cessent totalement l'une des productions contingentées sont éligibles à la procédure. En conséquence, les échanges partiels ne sont pas recevables, y compris au motif d'équilibrer la procédure dans le département.

B/ Pour les producteurs déjà spécialisés mais souhaitant se reconverter

a. Les demandeurs doivent être détenteurs soit de quotas laitiers, soit de droits à prime PMTVA à titre définitif ou gratuits (dans certains cas exceptionnel cf point 4).

b. L'exploitation a dû mettre en valeur la production initiale concernée au titre de la campagne 2001 (PMTVA et PCO) et 2001/2002 (lait).

c. Seuls les producteurs qui cessent totalement la production initiale sont éligibles à la procédure. En conséquence, les échanges partiels ne sont pas recevables, y compris au motif d'équilibrer la procédure dans le département.

C/ Conditions relatives aux producteurs de lait de vache

a. L'éligibilité suppose la production de lait au plus tard au moment du dépôt de la demande de spécialisation.

b. Les producteurs qui souhaitent se tourner vers la production laitière uniquement devront respecter les conditions de l'arrêté de redistribution. En effet, la redistribution doit suivre les conditions du droit commun, notamment s'agissant des deux catégories éligibles pour la redistribution (jeunes agriculteurs et producteurs à conforter) et des critères pris en compte. Les directeurs départementaux de l'agriculture et de la forêt devront, dès la phase d'instruction des demandes, vérifier que, compte tenu de leurs caractéristiques, les demandeurs seront susceptibles d'entrer dans l'une de ces deux catégories.

c. Les producteurs en ventes directes et en livraisons sont tenus d'échanger les deux quantités : il n'est pas possible d'échanger une des deux quantités contre des droits à PMTVA ou à PCO en conservant la production de l'autre quantité. En effet, la vente directe et la livraison constituent simplement des modalités de la production laitière.

d. La procédure ne doit pas faire double emploi avec la procédure des aides à la cessation primée d'activité laitière, pour laquelle une priorité de premier rang est accordée aux producteurs hors normes. Les producteurs qui demandent l'aide, totale ou partielle, à la cessation primée d'activité laitière sont donc exclus.

D/ Conditions relatives aux détenteurs de droits à prime PMTVA ou PCO

Seuls les producteurs en mesure de céder leurs droits à la réserve départementale peuvent accéder au dispositif.

Par conséquent, sauf cas exceptionnel dûment justifié, un producteur qui a reçu des droits PMTVA ou PCO gratuitement depuis moins de trois ans n'est pas en mesure d'accéder au dispositif. En effet, dès lors qu'il a reçu ne serait-ce qu'un droit PMTVA ou PCO à titre gratuit, il ne peut céder (à titre définitif ou temporaire) aucun de ses droits pendant les trois premières années qui suivent l'attribution des droits gratuits.

La DDAF devra examiner les demandes individuellement et réaliser une étude au cas par cas pour déterminer les cas exceptionnels pouvant déroger à la règle générale mentionnée ci-dessus. Seront notamment examinés dans ce cadre, les cas de problèmes familiaux (décès, invalidités...), ainsi que ceux pour lesquels la survie économique de l'exploitation est en jeu. Dans tous les cas, l'abandon de la production devra être définitif, il devra concerner la totalité des droits et la gratuité des droits devra être respectée.

Les droits temporaires sont exclus de la procédure d'échanges.

III. Principales règles de gestion

A/ Modalités de cession des droits à produire ou à prime

La mise à disposition des droits à produire et des droits à prime repose sur les règles de gestion habituelles. Elles font l'objet, toutefois, d'une procédure définie au niveau national, dont les modalités pratiques sont décrites dans la présente circulaire afin de prévoir, notamment, l'engagement formel du producteur qui renonce à ses droits à produire ou à prime.

B/ Gestion des réserves et règles d'attribution

Les règles d'attribution et de gestion des réserves reposent sur le cadre départemental, en particulier celui de la CDOA.

La procédure est fondée sur les équivalences entre les productions prévues par le Projet Agricole Départemental. Le principe de ces équivalences est prévu par l'article 15 de la loi n° 95-95 du 1er février 1995 de modernisation de l'agriculture. Celles-ci constituent, de par leurs conditions d'élaboration, un critère économiquement justifié et objectif. Par ailleurs, ces équivalences sont connues des producteurs qui s'engagent ainsi dans la procédure en toute connaissance de cause et selon des équivalences transparentes.

Les départements qui n'auraient pas prévu de telles équivalences dans leur Projet Agricole Départemental devront les définir dans les meilleurs délais et, en tout état de cause, avant de mettre en place la procédure de spécialisation.

Il est rappelé que les DDAF doivent respecter le principe de l'étanchéité des réserves. Autrement dit, la procédure d'échanges ne doit pas donner lieu à abondement ou à prélèvement sur la réserve départementale classique. A cet effet, en cas de déséquilibre entre les quantités offertes et demandées, il convient de réduire la quantité excédentaire (c'est à dire la ressource la plus abondante) au niveau de la quantité déficitaire (c'est à dire la ressource la plus rare).

La mise en place de cette procédure ne doit pas interférer avec la gestion des transferts définitifs de droits à prime PMTVA ou PCO. Ainsi, dans tous les cas :

- Les droits à prime PMTVA attribués aux producteurs ayant cessé leur production de lait de vache seront issus des cessions des producteurs ayant renoncé à leurs droits à prime PMTVA en vue de se spécialiser ou de se reconvertir dans la production de lait de vache.
- Les droits à prime PCO attribués aux producteurs ayant cessé leur production de lait de vache seront issus des cessions des producteurs ayant renoncé à leurs droits PCO en vue de se spécialiser dans la production de lait de vache.
- Les quantités de référence laitières proposées aux producteurs mixtes vaches allaitantes-lait de vache ou aux producteurs spécialisés vaches allaitantes souhaitant se reconvertir dans la production de lait de vache proviendront des quantités de référence laitières auxquelles auront renoncé les producteurs mixtes vaches allaitantes-lait de vache ou les producteurs spécialisés lait de vache désirant se reconvertir dans la production de vaches allaitantes.
- Les quantités de référence laitières proposées aux producteurs mixtes lait de vache-lait de brebis souhaitant se spécialiser dans la production de lait de vache proviendront des quantités de référence laitières auxquelles auront renoncé les producteurs mixtes lait de

vache-lait de brebis désirant se spécialiser dans la production de lait de brebis. En conséquence, la procédure de spécialisation en lait de vache d'un producteur lait de vache-lait de brebis ne peut être mise en œuvre que si un producteur mixte lait de vache-lait de brebis a souhaité abandonner la production laitière pour se spécialiser dans la production de lait de brebis.

Priorités d'attribution :

Les DDAF veilleront à assurer une priorité dans l'accès à la procédure aux producteurs mixtes. Les jeunes agriculteurs et les petites exploitations devront être considérées en toute première priorité. L'accès au dispositif d'échanges aux producteurs déjà spécialisés souhaitant se reconvertir vers une autre production doit être considéré de moindre priorité.

Pour les producteurs déjà spécialisés, vous veillerez à éviter toute dérive du dispositif, en encadrant précisément les cas de reconversion susceptibles d'être acceptés. Ces cas devront restés exceptionnels et dûment motivés. A cet effet, il vous est demandé de prendre en compte les situations suivantes en priorité : les exploitants connaissant de graves difficultés familiales (décès, maladie, etc...), les cas de force majeure (calamités, tempête, accident sanitaire grave sur l'atelier de production animale, etc...), et les jeunes agriculteurs souhaitant reconvertir leur exploitation.

IV. Examen des demandes d'échange

Les délais de procédure indiqués ci-après peuvent être librement aménagés par les services instructeurs en fonction de leurs méthodes d'organisation, sous réserve néanmoins que les dates de notification des droits (31 décembre 2001 pour les droits PCO et 23 février 2002 pour les droits PMTVA) soient scrupuleusement respectées.

La direction départementale de l'agriculture et de la forêt informe les producteurs concernés, par tous moyens utiles, de l'existence du dispositif et de la procédure à respecter pour établir une demande de d'échange.

Les producteurs intéressés font acte de candidature, sur papier libre, auprès du préfet du département du siège de l'exploitation **avant le 19 novembre 2001**. Ils joignent à leur demande des informations sur leur projet de reconversion, notamment sur le calendrier et les quantités de droits à produire ou à prime qu'ils s'engagent à céder et qu'ils sollicitent.

Avant le 30 novembre 2001, un premier examen des demandes est réalisé par les directeurs départementaux de l'agriculture et de la forêt en sollicitant l'avis de la Commission départementale d'orientation de l'agriculture. Cet examen permet d'identifier l'importance des demandes et le degré d'adéquation entre les offres et les besoins de droits à produire ou à prime.

A l'issue de cet examen, une première liste de producteurs est établie. Elle est assortie de propositions conditionnelles d'attributions individuelles aux demandeurs retenus, en respectant une priorité pour les producteurs mixtes désirant se spécialiser, les demandes de reconversion n'étant retenues, selon les possibilités, que dans un deuxième temps. Les propositions d'attributions sont calculées selon les systèmes d'équivalence retenus au niveau du département entre les différentes productions contingentées. Elles peuvent être d'un montant plus faible si le producteur a sollicité un nombre de droits ou un volume de quantités de référence laitières moindre que celui qui est calculé sur la base des équivalences du Projet agricole départemental.

Ces propositions conditionnelles d'attributions individuelles sont communiquées, par écrit, à chacun des producteurs retenus par les directeurs départementaux de l'agriculture et de la forêt, dans un délai de quinze jours à compter de la date de la réunion de la Commission départementale d'orientation de l'agriculture ayant examiné les dossiers soit, au plus tard le **15 décembre 2001**. Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt y joint les imprimés, figurant en annexes I et II, qui indiquent les engagements à souscrire et les formalités à accomplir.

Deux cas de producteurs peuvent être distingués afin de définir les procédures à respecter et les formulaires à envoyer.

A/ Cas des producteurs souhaitant abandonner la production de lait de vache et se tourner uniquement vers la production de vaches allaitantes ou d'ovins lait

Engagement de cessation de production de lait de vache

Dans un délai de dix jours suivant la communication par les directeurs départementaux de l'agriculture et de la forêt de la proposition d'attribution soit, au plus tard, le **25 décembre 2001**, le producteur intéressé souscrit un engagement de renonciation à sa quantité de référence laitière et de cessation d'activité laitière avec prise d'effet au plus tard le 31 mars 2002.

Il sera indiqué qu'une telle renonciation est irrévocable et n'ouvre droit ni à indemnisation, ni à un droit de reprise et qu'elle s'accompagne d'une affectation à la réserve nationale des quantités de référence en cause dès le 1er avril 2002. Ces engagements seront établis selon le formulaire visé en annexe I.

Les directeurs départementaux de l'agriculture et de la forêt sont informés que le mécanisme de remontée accélérée en réserve des quantités de référence laitières libérées résulte d'un courrier de la Commission du 24 août 1998.

Afin d'éviter des risques contentieux, les directeurs départementaux de l'agriculture et de la forêt doivent informer clairement les producteurs des conséquences de leur engagement, la renonciation valant de manière définitive et irrévocable.

Les conditions de validité de la renonciation sont les suivantes :

- consentement libre et éclairé du producteur informé que la renonciation est irrévocable sans droit à indemnisation, ni à reprise ;
- capacité juridique du producteur ;
- en cas de relation preneur-bailleur, information du bailleur ;
- identification de ces cas de cessation par rapport aux autres types de cessation.

Les directeurs départementaux de l'agriculture et de la forêt veilleront au strict respect de ces conditions.

En outre, le producteur devra s'engager également à ne procéder à aucun transfert foncier jusqu'à la date de cessation définitive de son activité de production de lait de vache.

La validité de cet engagement est conditionnée à une proposition d'attribution par le préfet, après avis de la Commission départementale d'orientation de l'agriculture, de droits à PMTVA ou à PCO à titre définitif.

La prise en compte de la renonciation et la remontée corrélative en réserve des quantités, doit faire l'objet d'une constatation par la directrice de l'ONILAIT. A cet égard, l'attention des

directeurs départementaux de l'agriculture et de la forêt est appelée sur la nécessité d'adresser à l'ONILAIT des copies de l'ensemble des déclarations de renonciation dûment remplies, telles qu'elles leur seront transmises par les producteurs et correspondant au modèle joint en annexe I.

Demande d'attribution définitive de droits PMTVA ou PCO

Simultanément à son engagement, le producteur établit une demande de droits PMTVA ou PCO au moyen du formulaire habituel disponible auprès de la direction départementale de l'agriculture et de la forêt. A cet égard, il est dérogé à titre exceptionnel aux dates limites pour le dépôt des demandes de cession à titre définitif des droits PCO et PMTVA.

Attribution définitive de droits PMTVA ou PCO

Sous réserve d'avoir enregistré une demande complète et déposée au plus tard le **25 décembre 2001**, le préfet, après avis de la Commission départementale d'orientation de l'agriculture, pourra se prononcer définitivement en faveur d'une attribution de droits PMTVA ou PCO.

Cette attribution fera l'objet d'une notification au producteur par la direction départementale de l'agriculture et de la forêt avant le 31 décembre 2001 pour les droits PCO et avant le 23 février 2002 pour les droits PMTVA.

A cet égard, l'attention des directeurs départementaux de l'agriculture et de la forêt est appelée sur le fait que le modèle de notification standard PACAGE ne pourra être utilisé, dans la mesure où celui-ci mentionne un délai de 10 jours de désistement qui ne s'applique pas en l'occurrence.

Après notification de l'attribution de droits, le producteur pourra établir une demande de PMTVA ou de PCO auprès de la direction départementale de l'agriculture et de la forêt, selon la procédure habituelle dans les délais fixés.

Si un producteur devait ne pas pouvoir utiliser au moins 90 % de sa référence individuelle de droits PMTVA ou 70% de sa référence de droits PCO durant les trois premières années, il est recommandé de lui attribuer des droits payants afin qu'il soit en mesure de les prêter.

Au plus tard le 31 mars 2002, le producteur communique au préfet du département concerné une attestation de cessation de livraison laitière, signée du ou de ses acheteurs, ou en cas de vente directe, une déclaration sur l'honneur de cessation de vente de lait et de produits laitiers. A titre indicatif, cette attestation peut s'inspirer du formulaire utilisé dans le cadre du régime des cessations primées.

B/ Cas des producteurs souhaitant renoncer à leurs droits à PMTVA ou PCO et se spécialiser en production de lait de vache

Engagement de cession définitive des droits à prime

Dans un délai de dix jours suivant la communication par la direction départementale de l'agriculture et de la forêt de la proposition d'attribution de quantités de référence laitières, soit le **25 décembre 2001**, le producteur intéressé souscrit un engagement de renonciation aux droits à prime qu'il détient, établi selon le modèle joint en annexe II.

Cet engagement est irrévocable. Il est assorti d'une offre de cession définitive des droits à primes établie selon le formulaire habituel, disponible auprès de la direction départementale de l'agriculture et de la forêt. A cet égard, il est dérogé à titre exceptionnel aux dates limites pour le dépôt de l'offre de cession à titre définitif des droits PCO et PMTVA.

Afin d'éviter des risques contentieux, les directeurs départementaux de l'agriculture et de la forêt doivent informer clairement les producteurs des conséquences de leur engagement, la renonciation valant de manière définitive et irrévocable.

Les conditions de validité de la renonciation sont les suivantes :

- consentement libre et éclairé du producteur informé que la renonciation est irrévocable ;
- capacité juridique du producteur

Les directeurs départementaux de l'agriculture et de la forêt veilleront au strict respect de ces conditions.

A cet égard, l'attention des directeurs départementaux de l'agriculture et de la forêt est appelée sur le fait que le modèle de notification standard PACAGE ne pourra être utilisé, dans la mesure où celui-ci mentionne un délai de 10 jours de désistement qui ne s'applique pas en l'occurrence.

La validité de cet engagement est conditionnée à une proposition d'attribution par le préfet, après avis de la Commission départementale d'orientation de l'agriculture, des quantités de référence laitières.

Demande de quantités de référence laitières

En accompagnement de son engagement, le producteur adresse une demande de quantités de référence laitières supplémentaires correspondant à son projet.

Modalités d'attribution

Cette demande fait l'objet, après avis de la Commission départementale d'orientation de l'agriculture, d'une proposition du préfet adressée, dans les conditions du droit commun, au directeur de l'ONILAIT. Il sera joint à cette transmission l'avis de la Commission départementale d'orientation de l'agriculture sur les propositions présentées par le préfet.

L'attention des directeurs départementaux de l'agriculture et de la forêt est appelée sur le fait que les dossiers concernant des demandeurs ne respectant pas strictement les conditions d'éligibilité à la procédure seront rejetés par l'ONILAIT.

Les quantités de référence laitière obtenues dans le cadre de cette procédure de spécialisation étant attribuées par l'entremise de la réserve, elles constituent des attributions supplémentaires et suivent ledit régime, notamment au regard des dispositions du décret n° 96-47 du 22 janvier 1996 relatif au transfert des quantités de référence laitières.

V. Bilan annuel

Un bilan de cette procédure sera présenté aux professionnels à l'automne 2002. Au vu des enseignements de ce bilan, le principe et les modalités de la poursuite ultérieure de cette procédure seront examinés.

Afin de permettre la réalisation de ce bilan, les directeurs départementaux de l'agriculture et de la forêt voudront bien utiliser le questionnaire joint en annexe III et le renvoyer à la DPEI/SPM/SDEPA/ Bureau du lait et des industries laitières, avant le 30 juin 2002.

Le Directeur des Exploitations,
de la Politique Sociale et de l'Emploi

Christian DUBREUIL

Le Directeur des Politiques Economique
et Internationale

Rémi TOUSSAIN

ANNEXE II
ENGAGEMENT DE RENONCIATION A L'UTILISATION
DE DROITS A PRIME PMTVA OU PCO
A déposer à la DDAF de votre département avant le

Réservé à l'administration Reçu le :

N° PACAGE : |_|_|_|_|_|_|_|_|

IDENTIFICATION DU PRODUCTEUR :

M., Mme, Melle : NomPrénom :

Né(e) le: |_|_|_|_|_| àDépt (ou pays) :

ou pour les formes sociétaires,

Dénomination Sociale.....

N° d'identification : [.....]

Adresse :

Commune:Code postal : |_|_|_|_|

Nombre de droits PMTVA détenus à titre définitif (campagne 2001) :

Nombre de droits PMTVA détenus à titre gratuit (campagne 2001) :

Nombre de droits PCO détenus à titre définitif (campagne 2001) :

Nombre de droits PCO détenus à titre gratuit (campagne 2001) :

DECLARATION D'ENGAGEMENT IRREVOCABLE:

- Je m'engage à cesser l'utilisation de ma référence en droits à PMTVA ou PCO et à ne pas déposer de demandes de PMTVA ou PCO à compter de la campagne |_|_|_|_|.
- Je m'engage à offrir définitivement ces droits pour la campagne |_|_|_|_| (2)

CONDITIONS DE L'ENGAGEMENT:

- Mon engagement prendra effet sous réserve de l'attribution, à compter du 1er avril 2002, des quantités de référence laitières qui m'ont été proposées.

A :, le

Signature (1) :

(1) du demandeur, de tous les associés en cas de GAEC, gérant en cas de forme sociétaire

(2) En cas d'accord à l'unanimité de la CDOA, la cession en question peut être définitive dès la souscription du présent engagement.

ANNEXE III

Département :

Dossier suivi par :

Tél :

e-mail :

QUESTIONNAIRE SUR LA PROCEDURE DE SPECIALISATION (PMTVA, PCO, QUOTAS LAITIERS)

A renvoyer à la DPEI/SPM/SDEPA/Bureau du lait et des industries laitières avant le 30 juin 2002
(par fax au 01 49 55 49 25 ou par e-mail : anne.levysenot@agriculture.gouv.fr)

Répondre également, même si la procédure d'échanges n'a pas été utilisée pour l'année 2001.

I. Données quantitatives

1/ Equivalences prévues par le Projet agricole départemental (PAD) :

(Ces données sont à remplir impérativement (à préciser également dans le cas où il n'y pas d'équivalence dans le PAD)).

PMTVA/ lait de vache :

PCO/ lait de vache :

2/ Exploitations mixtes (lait de vache - vaches allaitantes), à spécialiser en lait, retenues :

Nombre d'exploitations	Nombre de droits PMTVA mis en réserve		Volume de lait attribué (en litres)	Equivalence réelle entre les productions
	Droits gratuits	Droits payants		

3/ Exploitations mixtes (lait de vache- vaches allaitantes), à spécialiser en élevage allaitant, retenues :

Nombre d'exploitations	Volume de lait mis en réserve (en litres)	Nombre de droits PMTVA attribués		Equivalence réelle entre les productions
		Droits gratuits	Droits payants	

4/ Exploitations mixtes (lait de vache- PCO), à spécialiser en lait de vache, retenues :

Nombre d'exploitations	Nombre de droits PCO mis en réserve		Volume de lait attribué (en litres)	Equivalence réelle entre les productions
	Droits gratuits	Droits payants		

Département :

5/ Exploitations mixtes (lait de vache- PCO), à spécialiser en PCO, retenues :

Nombre d'exploitations	Volume de lait mis en réserve (en litres)	Nombre de droits PCO attribués		Equivalence réelle entre les productions
		Droits gratuits	Droits payants	

6/ Exploitations spécialisées vaches allaitantes, à reconvertir en lait de vache, retenues :

Nombre d'exploitations	Nombre de droits PMTVA mis en réserve		Volume de lait attribué (en litres)	Equivalence réelle entre les productions
	Droits gratuits	Droits payants		

7/ Exploitations spécialisées lait de vache, à reconvertir en vaches allaitantes, retenues :

Nombre d'exploitations	Volume de lait mis en réserve (en litres)	Nombre de droits PMTVA attribués		Equivalence réelle entre les productions
		Droits gratuits	Droits payants	

8/ Etat des réserves

A/ réserve de quantités de référence laitières

Volume de lait mis en réserve (en litres)	Volume de lait attribué (en litres)	Solde

B/ réserve de droits PMTVA

Nombre de droits PMTVA mis en réserve		Nombre de droits PMTVA attribués		Solde	
Droits gratuits	Droits payants	Droits gratuits	Droits payants	Droits gratuits	Droits payants

C/ réserve de droits PCO

Nombre de droits PCO mis en réserve		Nombre de droits PCO attribués		Solde	
Droits gratuits	Droits payants	Droits gratuits	Droits payants	Droits gratuits	Droits payants

Département :

9/ Effet de la spécialisation : spécialisation en lait de vache des éleveurs de vaches allaitantes

(uniquement pour le dispositif de spécialisation des producteurs mixtes)

Nombre d'exploitations	Situation de départ		Arrivée
	Nombre moyen de droits PMTVA détenus	Quota laitier moyen détenu (en litres)	Quota laitier moyen de l'exploitation (en litres)

Commentaires éventuels :

10/ Effet de la spécialisation : spécialisation en lait de vache des éleveurs ovins

(uniquement pour le dispositif de spécialisation des producteurs mixtes)

Nombre d'exploitations	Situation de départ		Arrivée
	Nombre moyen de droits PCO détenus	Quota laitier moyen détenu (en litres)	Quota laitier moyen de l'exploitation (en litres)

Commentaires éventuels :

11/ Effet de la spécialisation : spécialisation en élevage de bovins allaitants

(uniquement pour le dispositif de spécialisation des producteurs mixtes)

Nombre d'exploitations	Situation de départ		Arrivée
	Nombre moyen de droits PMTVA détenus	Quota laitier moyen détenu (en litres)	Nombre moyen de droits PMTVA de l'exploitation

Commentaires éventuels :

12/ Effet de la spécialisation : spécialisation en élevage d'ovins lait

(uniquement pour le dispositif de spécialisation des producteurs mixtes)

Nombre d'exploitations	Situation de départ		Arrivée
	Nombre moyen de droits PCO détenus	Quota laitier moyen détenu (en litres)	Nombre moyen de droits PCO de l'exploitation

Commentaires éventuels :

Département :

13/ Effet de la reconversion : bovins allaitant en lait de vache

Nombre d'exploitations	Situation de départ	Arrivée
	Nombre moyen de droits PMTVA détenus	Quota laitier moyen de l'exploitation (en litres)

Commentaires éventuels :

13/ Effet de la reconversion : lait de vache en bovins allaitant

Nombre d'exploitations	Situation de départ	Arrivée
	Quota laitier moyen détenu (en litres)	Nombre moyen de droits PMTVA de l'exploitation

Commentaires éventuels :

II. Données qualitatives

1/ Critères d'éligibilité mis en œuvre pour retenir les candidats (en indiquant les priorités, **autre que la priorité donnée à la spécialisation des producteurs mixtes sur les producteurs désirant se reconverter**, qui ont été instituées en cas de déséquilibre entre l'offre et la demande pour chaque production et les plafonds d'accès ou d'attribution éventuellement définis).

2/ Equivalences retenues pour chaque production. Les équivalences du PAD ont-elles été retenues ? Sinon, justifier les équivalences prévues et les raisons de cette dérogation.

3/ Principales difficultés rencontrées et solutions proposées (en distinguant entre les problèmes horizontaux et propres à chaque production). Des risques de détournements ont-ils été identifiés ?

4/ Quels sont les effets de la procédure sur la localisation des zones de production et de collecte ?

5/ Aménagements susceptibles d'être apportés en vue d'une éventuelle reconduction de la procédure.

6/ Avis des différentes familles professionnelles sur cette procédure et synthèse des principales demandes exprimées, notamment en CDOA.

7/ Autres remarques.